



COMMUNE DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE
1 PLACE GAMBETTA
33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE
SIRET : 21330402500017
Tel : 05 57 46 10 84

Marché public de fournitures courantes et de services **Location de véhicules**

Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières CCATP

MARCHE N°2023-04

Procédure adaptée
Marché passé en application de l'article R. 2121-1 1°
du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.3 - DUREE DU MARCHÉ	3
1.4 – LIEUX D’EXECUTION DU MARCHÉ	3
1.5 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES MINIMALES DES VEHICULES	3
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>3</u>
5.1 – ETABLISSEMENT DES FACTURES	3
5.2 – MODALITES DE PAIEMENT	4
<u>ARTICLE 6 : PENALITES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 7 : RESILIATION DU MARCHÉ</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 8 : MOYENS ET OBLIGATIONS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 9 : DEROGATIONS AU CCAG FCS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 10 : ASSURANCES</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 11 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>5</u>

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) concernent le renouvellement de la flotte de véhicules par le biais d'un contrat de location longue durée ou d'un contrat de location avec option d'achat de 4 véhicules :

- 3 fourgonnettes de type utilitaire ;
- 1 véhicule de tourisme 5 places.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu avec le titulaire pour une durée de **48 mois** à compter de la date de livraison au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

1.4 – Lieux d'exécution du marché

Place Gambetta – 33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE

1.5 – Caractéristiques techniques minimales des véhicules

Voir annexe.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- le règlement de consultation ;
- le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) ;
- L'offre du candidat.

Article 3 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Article 4 : Prix du marché

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires.

Tous les prix donnés seront présentés hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) avec spécification de celles-ci.

Tous les prix donnés seront détaillés (part entretien/part location) et un échéancier mensuel estimatif établi par le candidat.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 – Etablissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies en trois exemplaires et comporteront les mentions suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante,
- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- la désignation des prestations,

- le montant hors TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC des prestations,
- la date de la facture.

Les factures seront transmises sur la plateforme CHORUS PRO à l'attention de la commune de SAINTE-FOY-LA-GRANDE, 1 place Gambetta, 33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE (SIRET : 21330402500017).

5.2 – Modalités de paiement

Le paiement s'effectue par le biais d'un mandat administratif sur le compte désigné dans l'acte d'engagement (AE).

Article 6 : Pénalités

6.1 - Pénalités de retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de **100 €** par jour calendaire de retard.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à 5 jours francs, dans les conditions prévues à l'article 15. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard. Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

6.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations d'entretien

Concernant les pénalités pour indisponibilité, les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

6.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 7 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Article 8 : Moyens et obligations

Le prestataire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour une exécution des prestations conforme aux stipulations du présent CCP.

Article 9 : Dérogations au CCAG FCS

L'article 6 et ses sous-articles dérogent à l'article 14 et ses sous-articles du CCAG-FCS.

Article 10 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la personne publique et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.